



REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 3 septembre 2025

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI – Mme BRANDON – M. KHALID – M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme HENRY – M. OREN – M. RENOUF – M. JOLIVET – M. FAURE – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. BARAY
- M. BA à M. KHALID
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- MGEUDJ à M. FAURE

EXCUSÉS :

- Mme CAYOUX
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PERIERS
- M. CELIK
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme RASAMOELY

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Convention de financement CAF du Loiret et la ville de
Chalette/Loing pour le transfert de gestion de la crèche de Vésines

OBJET :
Convention de financement CAF du Loiret et la ville de
Chalette/Loing pour le transfert de gestion de la crèche de Vésines

Directrice du pôle : Pascale TRATNJEK

Service : Affaire Générale et Juridique

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK et Myriam FERCHICHI

Mme Sow : Dans le cadre de l'engagement de la mairie au versement d'une subvention au nouveau gestionnaire de la crèche de Vésines, la CAF du Loiret s'engage à une revalorisation exceptionnelle des différents bonus versés à la commune.

Ainsi, pour formaliser cette revalorisation, il y a lieu de conclure une convention entre la CAF du Loiret et la mairie de Chalette/Loing qui prévoit :

- Un bonus territoire revalorisé d'un montant de 1 900 euros au lieu de 1 100 euros par place pour la crèche Casanova, à compter du caractère exécutoire de cette délibération et signature de ladite convention en septembre 2025,
- Un bonus trajectoire d'un montant total annuel de 12 000 euros.

Cette convention est conclue à durée déterminée de septembre 2025 jusqu'au 31 décembre 2028.

En cas de transfert définitif de la gestion de la crèche de Vésines à VYV3 Centre-Val-de-Loire, les montants des bonus trajectoire et territoire exposés plus avant seront maintenus au 1^{er} janvier 2029 si la collectivité maintient son engagement financier auprès de l'équipement.

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article 17 de la loi n° 2023-1196 du 18/12/2023 pour le plein emploi qui a créé un service public de la petite enfance (SPPE) dont la commune est, depuis le 1^{er}/01/2025, autorité organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant (compétence obligatoire),

VU l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 7 du conseil municipal du 09/09/2025 approuvant le versement d'une subvention pluriannuelle au groupe VYV3 Centre-Val-de-Loire, nouveau gestionnaire de la crèche de Vésines, et la signature d'une convention,

ENTENDU les explications du rapporteur ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE et **ACCEPTE** la revalorisation exceptionnelle des différents bonus versés à la commune par la CAF du Loiret de la manière suivante :

- Un bonus territoire revalorisé d'un montant de 1 900 euros au lieu de 1 100 euros par place pour la crèche Casanova, à compter du caractère exécutoire de cette délibération et signature de ladite convention en septembre 2025,
- Un bonus trajectoire d'un montant total annuel de 12 000 euros.

AUTORISE Monsieur le Maire, et en cas d'empêchement, son suppléant, à signer la convention avec la CAF du Loiret à durée déterminée de septembre 2025 jusqu'au 31 décembre 2028.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250911-DEL_2025_0908-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2025